

## La rhétorique réactionnaire

# Clivages factices et équivalences en trompe l'œil dans le champ politique

Un des pièges de la rhétorique réactionnaire collectivement produite, diffusée, légitimée dans les champs intellectuel, médiatique et politique, consiste à produire des clivages factices, opposant ceux que l'essentiel rassemble (l'UMP et le PS ou l'UMP et le FN) ou de fausses équivalences rassemblant ceux que l'essentiel oppose (le Front National et le Front de Gauche) et condamnant ainsi les profanes de la politique – qui se recrutent d'abord dans les classes populaires – à « ne plus pouvoir s'y retrouver », à se convaincre qu' « au fond, ce sont tous les mêmes » ou encore à prendre des vessies pour des lanternes.

### La droite et la gauche

Le « face à face » Sarkozy / Hollande a été le point d'orgue de la mise en scène médiatique de l'opposition « démocratique » entre « la droite » (UMP) et « la gauche » (PS). *A contrario*, le Front National et le Front de Gauche, voués jusqu'à nouvel ordre aux seconds rôles (la lutte pour « la troisième place »), dénoncent, plus ou moins explicitement, une opposition en trompe l'œil, en soulignant, chacun à leur manière, tout ce qui rapproche la droite (UMP) et la gauche (PS) « de gouvernement ». Et ces tentatives de dévoilement d'un faux semblant

GÉRARD MAUGER

contribuent, elles-mêmes, à « justifier » la confusion politico-médiatique entre les deux « Fronts »<sup>1</sup>, même si les principes qu'ils mettent en avant pour légitimer le rapprochement qu'ils font entre UMP et PS sont radicalement différents.

C'est au nom du « nationalisme » dont il revendique le monopole (que lui conteste, d'ailleurs, la droite dite « souverainiste ») que le FN dénonce l'abdication de la souveraineté nationale par « l'UMPS » au profit des marchés, des institutions européennes, de leurs règlements et de leurs traités (Maastricht, Lisbonne, Mécanisme Européen de Stabilité, Pacte budgétaire).

C'est au nom d'une critique, sinon du « capitalisme », du moins de sa version « néo-libérale », que le Front de gauche dénonce l'alignement « social-libéral » du PS sur le « néo-libéralisme » de l'UMP qui se concrétise dans la construction européenne telle qu'elle est<sup>2</sup>. Dans « l'Europe

1. L'extrême-droite et « la gauche de gauche » se sont trouvées, *de facto*, rassemblées dans leur opposition au projet de Traité constitutionnel européen.

2. François Denord et Antoine Schwartz, *L'Europe sociale n'aura pas lieu*, Paris, Éditions Raisons d'agir, 2009.

néo-libérale », le FN dénonce la perte supposée de « l'identité nationale » qu'implique la construction européenne (tout en dénonçant, comme l'UMP, « les socialo-communistes »), alors que le Front de Gauche dénonce le « néo-libéralisme » qui guide la construction européenne (tout en souscrivant à un « internationalisme » de principe<sup>3</sup>).

On peut, d'ailleurs, supposer que la confusion entre UMP et PS est faite également par tous ceux qui, n'accordant qu'une « attention oblique » à la politique, ont fait l'expérience que l'alternance entre « droite » et « gauche » ne change pas grand chose à leur sort. Comment leur donner tort ? Partout en Europe, l'équivalence entre droite et gauche « de gouvernement » est un « constat expérimental » : en Espagne le remplacement de Zapatero (« de gauche ») par Rajoy (« de droite »), au Portugal, celui de Socrates (« de gauche ») par Coelho (« de droite ») ou, en Grèce, celui de Papandreou (« de gauche ») par Papademos (« de droite ») confirment que les changements d'hommes et d'étiquettes ne changent pas grand chose aux politiques mises en œuvre<sup>4</sup>. De ce point de vue, Jean-Claude Trichet, récemment entré au conseil d'administration de Sciences-Po<sup>5</sup>, en proposant que « l'Union européenne soit habi-

litée à prendre en charge le budget d'un État membre s'il constate son incapacité à mettre de l'ordre dans ses finances »<sup>6</sup>, c'est-à-dire, en définitive, de renoncer aux élections en faveur de technocrates, ne fait que radicaliser les conséquences de l'alignement technocratique néo-libéral des « partis de gouvernement ».

Sans préjuger des changements induits par le remplacement de Sarkozy par Hollande, sans non plus les confondre, ce n'est sans doute pas céder à un tropisme alarmiste que de craindre, passée la satisfaction d'avoir renvoyé Sarkozy, que des cadres juridiques inchangés et des hommes interchangeables produisent les mêmes effets. Agents produits « à la même école »<sup>7</sup>, ils sont d'autant plus portés à respecter les contraintes de la « cage d'acier »<sup>8</sup> européenne qu'ils ont contribué à la construire.

## La droite et l'extrême droite

La campagne pour le second tour de l'élection présidentielle a consolidé le rapprochement entre la droite (UMP) et l'extrême droite (FN). La tentative de captation par Nicolas Sarkozy de l'électorat de Marine Le Pen<sup>9</sup> met clairement en évidence l'alignement de la rhétorique

3. La confusion est d'autant plus grande que ni « la gauche » ni « la gauche de gauche » n'entendent abandonner l'idée de « nation » à la droite ou à l'extrême droite. Ce qui oppose, en définitive, la « gauche de gauche » et l'extrême droite, c'est la conception qu'elles en ont : fondée, pour la première, sur le « droit du sol » (donc ouverte) et, pour la seconde, sur le « droit du sang » (donc fermée).

4. Ignacio Ramonet, « Contre l'oppression austéritaire », *Mémoire des Luites*, 1er mai 2012 <<http://medelu.org/Contre-l-oppression-austeritaire>>

5. « Jean-Claude Trichet entre au conseil d'administration de Sciences-Po », *Mediapart*, 18 mai 2012.

6. « Jean-Claude Trichet a un plan pour sauver l'euro », *Les Échos*, 18 mai 2012.

7. Cf. Alain Garrigou, *Les Élités contre la République. Sciences-Po et l'ENA*, Paris, Éditions la Découverte, 2001. Sur l'évolution des rapports au sein du champ des grandes écoles, Cf. « HEC a son premier président de la République », *Le Monde*, 10 mai 2012.

8. Cf. Michael Löwy, « *Stahlhartes Gehäuse* : l'allégorie de la cage d'acier », in Michael Löwy (dir.), *Max Weber et les paradoxes de la modernité*, Paris, PUF, 2012, p. 61-79.

9. On peut y voir une manœuvre à des fins électoralistes, mais qu'elle soit opportuniste ou qu'elle reflète des convictions, elle légitime, quoi qu'il en soit, les thématiques de prédilection du Front national.

« de droite » sur celle de « l'extrême-droite ». Il s'opère sur trois thèmes centraux de la propagande du FN : l'immigration, la sécurité et « l'assistanat ». Trois thèmes propres à propager racisme et « racisme de classe »<sup>10</sup> et, ce faisant, à renforcer, en les légitimant, les divisions au sein des classes populaires entre ceux qui ont réussi à se maintenir dans le noyau dur du salariat mais qui redoutent d'en être exclus (le plus souvent, Français « d'origine ») et ceux qui en ont été exclus ou qui ne parviennent pas à y accéder (le plus souvent, immigrés ou issus de l'immigration) ou divisions entre « pauvres » (les « ayant droits » s'en prenant à ceux dont ils contestent les droits)<sup>11</sup>. Qu'il soit de droite ou d'extrême-droite, le procédé est le même : il s'agit d'imputer aux « immigrés » le chômage, la délinquance et la paupérisation qui s'enracinent dans la mise en place de nouvelles formes de domination (flexibilité et précarisation), dans un processus de désindustrialisation de longue durée (délocalisations et chômage de masse) et dans la remise en cause progressive des acquis de l'État social qui constituent l'alpha et l'oméga de « la réforme »<sup>12</sup> selon l'UMP à laquelle souscrit le FN<sup>13</sup>. L'alignement dans la

radicalisation raciste en cache, en effet, un autre plus discret : la commune hostilité de l'UMP et du FN au « socialo-communisme » (et leur défense du capitalisme).

Mais ce rapprochement entre UMP et FN<sup>14</sup>, issu de la droitisation cynique de la droite et de la « normalisation » roublarde de l'extrême-droite, est dissimulé par l'opposition exhibée par le FN sur la construction européenne et par le simulacre de lutte des classes qu'agite Marine Le Pen, opposant « le peuple » aux « élites parisiennes » et autres technocrates bruxellois et renvoyant dos à dos UMP et PS<sup>15</sup>, le « Président *bling bling* » et « la Gauche caviar ».

### Le Front de gauche et le Front national

Mais, il n'est pas de confusion plus constamment entretenue et plus extravagante que celle entre Front de Gauche et Front National rassemblés sous la notion emblématique de « populisme »<sup>16</sup>. Prenant les mots à leur valeur faciale, elle confond « le peuple » selon le FN – c'est-à-dire « les Français de France » – et « le

10. Cf. Gérard Mauger, « Racisme de classe », *Savoir / Agir*, n° 17, septembre 2011, p. 101-105.

11. Cf. Sébastien Vignon, « Extrême droite : l'exemple de la Somme », *L'Humanité*, 15 mai 2012 ; « Le FN en campagne. Les ressorts sociaux des votes frontistes en milieu rural », *Metropolitiques*, 9 mai 2012 et Violaine Girard, « Les votes à droite en périurbain : "frustrations sociales" des ménages modestes ou recompositions des classes populaires ? », *Metropolitiques*, 30 avril 2012.

12. Cf. Gérard Mauger, « Réforme », *Savoir / Agir*, n° 3, mars 2008, p. 83-85.

13. « L'extrême droite en Europe au pouvoir est [...] systématiquement un pilier des politiques néolibérales, et ultimement, du grand capital », rappelle Philippe Askenazy (« À qui sert l'extrême droite ? », *Le Monde*, 28 février 2012).

14. « Il y a, au sein de l'UMP, chez les élus de base et chez certains députés, une proximité avec les idées que nous défendons depuis des années qui est évidente », déclare ainsi Marine Le Pen (« Le FN souhaite frapper les esprits », *Le Figaro*, 12-13 mai 2012). Symétriquement, Gérard Longuet déclarait dans les colonnes de *Minute* (2 mai 2012) : « Il y a une différence notable entre Marine Le Pen et son père. [...] Tant mieux, car il sera désormais possible de parler de sujets difficiles avec un interlocuteur qui n'est pas bienveillant, mais qui, au moins, n'est pas disqualifié ». Cf. aussi Martine Turchi, « Droite populaire – FN : la digue tiendra-t-elle ? », *Mediapart*, 10 mai 2012.

15. Ce qui rassemble UMP et PS est, selon elle, ce qui sépare UMP et FN.

16. Cf. par exemple, « Mélenchon-Le Pen, le match des populismes », *Le Monde*, 8 février, 2012.

peuple » du Front de gauche – c'est-à-dire les classes populaires (à commencer par « la classe ouvrière » qu'il entend reconstruire) –, elle confond la dénonciation des « élites » (teintée d'anti-intellectualisme sinon d'antisémitisme) et la lutte des classes (celle de Marx), le nationalisme xénophobe et l'antiracisme internationaliste, l'antisindicalisme et le soutien du « mouvement social », la défense du capitalisme national et l'anticapitalisme.

la vigilance et l'absence de complaisance à l'égard d'un alignement probable de la gauche au gouvernement sur la droite de gouvernement. ■

### Dissiper la confusion

Poursuivre la reconstruction d'une « gauche de gauche » en France passe par la clarification de toutes ces confusions. Elle suppose, bien sûr, l'opposition frontale avec l'extrême-droite (que symbolise la candidature aux élections législatives de Jean-Luc Mélenchon contre Marine Le Pen à Hénin-Beaumont) : elle n'implique pas pour autant l'apologie des « illégalismes populaires », mais plutôt un programme réaliste pour tendre vers la « délinquance zéro »<sup>17</sup> ; elle parie que les profits symboliques et matériels de la lucidité et de la générosité sont supérieurs à ceux de la bêtise et de la méchanceté ; elle suppose la volonté d'enrayer le cycle de la stigmatisation raciste et du retournement du stigmaté, de mettre un terme à la double provocation des « revendications identitaires » où le « pinard/saucisson » répond au « halal/burka » et vice-versa. Elle suppose non seulement la dénonciation de l'alignement explicite de la droite sur l'extrême droite, mais aussi la mise en évidence de leur opposition en trompe l'œil. Elle implique enfin, sans jouer les Cassandre,

17. Cf. Gérard Mauger, « Délinquance zéro », in Louis Pinto (dir.), 2012 : *les sociologues s'invitent dans le débat*, Broissieux, Éditions du Croquant, 2012, p. 93-108.